
Kaliningrad: le grain de sable dans la mécanique occidentale?

Description

Rien de tel que la perspective d'une enclave russe au cœur de l'Alliance atlantique élargie à l'Est pour réactiver à Moscou la vieille psychose de l'encerclement. Le pire scénario, digne de la guerre froide, semble vouloir se réaliser dans un avenir proche à Kaliningrad.

Ancien territoire allemand du nord de la Prusse orientale, le Königsberg prospère d'Emmanuel Kant a été cédé à l'URSS au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Soviétisée, vidée de ses habitants, la région rebaptisée Kaliningrad restera 45 ans durant une zone militaire et stratégique, fermée à toute présence étrangère.



Survient le chaos de 1991 et la chute de l'URSS... Kaliningrad se retrouve coincée entre la Pologne et la Lituanie indépendante, dans une région baltique qui se rapproche à grands pas des structures occidentales. Dès lors, le Kremlin s'attache à garantir la souveraineté de la Russie sur l'enclave, une souveraineté réaffirmée à la moindre occasion, entre autres lorsque le Président lituanien déclare en mars 1998 que « Kaliningrad reste un problème international ». Il faut toutefois noter qu'aucun pays n'a de revendication territoriale, ni ne conteste ouvertement la souveraineté russe sur l'oblast. Chacun redouble de prudence et de mesure envers une Russie susceptible. Un changement du statut de Kaliningrad pourrait en outre faire exploser tout le système des frontières en Europe centrale.

Protéger les intérêts russes dans la région baltique

Un des moyens de préserver Kaliningrad de toute tentation séparatiste ou des prétentions étrangères a été pour Moscou d'y maintenir une présence militaire significative. La quantité de soldats et d'équipements a cependant été réduite depuis quelques années. Il y aurait à l'heure actuelle 60 000 militaires dans l'enclave contre presque 200 000 en 1994, suite à l'arrivée des troupes russes évacuées d'Europe centrale. La Russie a également accepté de réduire davantage son armement dans l'oblast, en signant le Traité de désarmement en Europe lors du sommet de l'OSCE en novembre 1999.

Le rôle stratégique de Kaliningrad reste malgré tout primordial dans le potentiel défensif de la Russie. Il s'agit pour le Kremlin de protéger les intérêts russes dans la région baltique. Avec la disparition de l'Union soviétique, il ne reste à la Russie que deux bases navales sur la Baltique: Kronstadt (Saint-Pétersbourg) bloquée par les glaces l'hiver et Baltiisk, dans l'oblast de Kaliningrad. Les principales forces de la Flotte russe de la Baltique sont maintenant regroupées dans l'enclave. Ses commandements dirigent également les forces terrestres, constituées essentiellement par la 11ème Armée.

Kaliningrad : tête de pont contre l'OTAN ?

Si la Lituanie exige une démilitarisation totale de l'oblast, l'OTAN ne considère pas Kaliningrad excessivement militarisée. Le Kremlin veut en priorité conserver un droit de regard sur la sécurité européenne et tenter de limiter le reflux continu de la présence stratégique russe en Europe. L'OTAN s'élargit à l'Est, les Baltes ont refusé le pacte de sécurité régionale proposé par les Russes et Moscou craint de se retrouver marginalisé dans la nouvelle configuration européenne. La Russie craint en outre de voir disparaître son marché de vente d'armes en Europe centrale. Les nouveaux adhérents à l'OTAN seront, de plus, susceptibles d'être impliqués dans une crise concernant « l'étranger proche ».

L'enclave de Kaliningrad subit un encerclement progressif par l'OTAN depuis l'entrée de la Pologne dans l'Organisation en 1999 à la Charte de Partenariat pour la sécurité, signée entre les États-Unis et les pays baltes en janvier 1998. La Russie a beau clamer son refus de voir les États baltes intégrer l'OTAN -comme elle l'avait déjà fait concernant la Pologne, la Hongrie et la République tchèque- rien ne semble empêcher, à long terme, un tel élargissement de l'Alliance atlantique. Moscou ne cesse de demander pourquoi l'OTAN s'élargit à l'Est si ce n'est pour se rapprocher d'une Russie potentiellement menaçante... Serait-ce simplement pour protéger et suivre le déplacement à l'Est des capitaux occidentaux?

En septembre 1997, évoquant l'éventuelle entrée des Baltes dans l'OTAN, Victor Tchernomyrdine déclara, à Vilnius, qu' «une telle décision serait inacceptable et saperait les relations de bon voisinage et la confiance mutuelle dans la région Baltique ». Il préférerait la mise en place d'une sorte de « téléphone rouge » entre le commandement militaire de Kaliningrad et les pays baltes et la tenue de manœuvres militaires défensives communes dans l'enclave. La Russie, à travers sa présence militaire à Kaliningrad, ne cherche pas forcément à intimider la Pologne ou la Lituanie mais simplement à démontrer qu'elle est partie intégrante du jeu régional.

Zone militaire ou zone franche ?



© Loonardas Surgaila

Kaliningrad est l'objet de bien des interrogations de la part de ses voisins et des Occidentaux. Si cet oblast russe, dépendant, isolé, pollué, à l'agriculture et à l'industrie trop peu développées (suite à la préférence accordée au domaine militaire du temps de l'URSS), qui connaît un taux de chômage élevé, une qualité de vie médiocre et une pauvreté visible, devenait une zone d'instabilité, il représenterait un danger pour une Europe élargie. Perçue comme un centre de criminalité instable, l'enclave russe serait écartée de projets énergétiques ou évitée par les transports européens. D'où la volonté d'une participation accrue de Kaliningrad à la coopération économique régionale.

Moscou a déjà intégré cette nécessité de développement économique, en essayant d'introduire à Kaliningrad la zone économique franche Yantar, dès 1994, et, plus sérieusement, à partir de 1996. C'est un autre moyen pour Moscou de diminuer les risques de séparatisme mais également un moyen

de participer au marché européen, ou du moins d'être la fenêtre russe sur l'Europe. Mais il est évident que le Kremlin tarde à faire un choix clair entre zone militaire et zone franche, suscitant craintes et impatiences croissantes chez les investisseurs et les pays voisins.

La zone franche fonctionne laborieusement, le montant des investissements est décevant. Des effets pervers se font jour, comme l'augmentation des importations et la baisse de la production locale. Il va être difficile pour l'enclave russe de s'imposer dans la région, face à des États qui se préparent à intégrer l'Union Européenne et qui bénéficient des aides de pré-adhésion. A ce titre, 1300 entreprises mixtes, principalement des PME polonaises et lituaniennes, sont présentes dans l'oblast mais peu fonctionnent effectivement; un bon nombre sert à laver l'argent sale ou à couvrir certains trafics (voitures haut de gamme, cigarettes, ambre,...).

La coopération régionale

L'administration locale cherche pourtant à s'ouvrir et veut affirmer plus nettement son identité régionale depuis la crise financière russe d'août 1998 et la chute du rouble qui a affamé l'enclave, dépendante à 90 % des importations. Plus de 40 % des échanges de Kaliningrad s'effectuent déjà avec la Pologne, la Lituanie et l'Allemagne. Un Consulat honoraire allemand a été ouvert à Kaliningrad en 1998 et plus récemment des Consulats honoraires danois, suédois, polonais et lituanien ont également ouvert leurs portes.

La Pologne aspire à un réel engagement européen et au développement économique à Kaliningrad. Le mauvais souvenir du « corridor de Dantzig » amène Varsovie à refuser la construction d'une autoroute qui relierait la Russie à son enclave via la Biélorussie. En effet, pour accéder à la Russie ou en venir, les marchandises de Kaliningrad doivent transiter par le territoire lituanien, moyennant des frais qui augmentent considérablement les prix pratiqués dans l'enclave et diminuent les échanges. Le transit du pétrole et du gaz se fait également par la Lituanie mais Moscou cherche à développer un terminal pétrolier à Saint-Pétersbourg, afin de réduire sa dépendance envers l'État balte.

Cependant, le Kremlin doit adopter une attitude conciliante avec Vilnius, dans la mesure où la Lituanie fournit à l'oblast 80 % de son électricité et couvre une grande partie de ses besoins alimentaires. La Lituanie espère à long terme dégager Kaliningrad de la tutelle de Moscou. Un Conseil de coopération Kaliningrad-Lituanie a vu le jour durant l'été 1999, lors de la visite du Premier ministre lituanien, R. Paksas, à Moscou en juin dernier. Les deux États ont convenu de n'user entre eux d'aucune discrimination concernant le transit et la livraison des ressources énergétiques. Les Lituaniens ont en outre aspiré à une meilleure protection de leur frontière sud contre l'immigration clandestine et les trafics douteux de l'oblast. Ils se prononcent vivement pour une forte participation de l'enclave russe aux projets régionaux discutés dans le cadre du Conseil des États de la mer Baltique, conseil destiné à promouvoir le développement de la démocratie et de l'économie de marché.

Mais ces projets ne pourront se réaliser sans une réelle volonté politique à Moscou de développer l'économie de son enclave. Kaliningrad tarde à trouver sa trajectoire d'insertion dans l'espace baltique. Si l'octroi d'une trop grande autonomie apparaît au Kremlin comme étant un jeu risqué, le manque d'intégration régionale conduira à l'isolement de l'enclave, renforçant sa tendance mafieuse déjà encouragée par le niveau de vie supérieur de ses voisins et provoquera fatalement des instabilités politiques et sociales croissantes.

Par Carole CHARLOTIN

Vignette : © Aleksander Kaasik (CC-BY-SA-3.0)

 [Retour en haut de page](#)

date créée

01/01/2000

Champs de Méta

Auteur-article : Carole CHARLOTIN